

**Conseil économique et social**

Distr. limitée
22 mars 2011
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants**Cinquante-quatrième session**

Vienne, 21-25 mars 2011

Projet de rapport

Rapporteur: Marwan Al-Dobhany (Yémen)

Organisation de la session et questions administratives**A. Consultations informelles préalables**

1. À la reprise de sa cinquante-troisième session tenue à Vienne le 2 décembre 2010, la Commission a fait sienne la recommandation du Bureau élargi selon laquelle sa cinquante-quatrième session serait précédée de consultations informelles qui lui permettraient d'examiner les projets de résolution présentés avant la session ainsi que l'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session et les tables rondes de la cinquante-quatrième session.

2. À la consultation informelle présession présidée par le Premier Vice-Président Alberto Groff (Suisse) qui s'est tenue le 18 mars 2011, la Commission a procédé à un examen préliminaire des projets de résolution présentés avant la session et réglé les questions d'organisation de sa cinquante-quatrième session.

B. Ouverture et durée de la session

3. La Commission a tenu sa cinquante-quatrième session à Vienne du 21 au 25 mars 2011. Il y a eu au total neuf séances plénières et sept séances du Comité plénier; deux autres séances ont été consacrées à des tables rondes. La Présidente de la Commission a ouvert la session et les participants ont observé une minute de silence pour les victimes du séisme et du raz-de-marée dévastateurs qui ont récemment frappé le Japon. À la 1^{re} séance le 21 mars 2011, des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), les représentants de la République islamique d'Iran (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) et du Kenya (au nom du Groupe des États d'Afrique), l'observateur de la République arabe syrienne (au nom du



Groupe des États d'Asie), le représentant de la Colombie (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) et l'observateur de la Hongrie (au nom des États membres de l'Union européenne). Des déclarations ont également été faites par le Ministre suédois de l'enfance et des personnes âgées, le Ministre de l'intérieur et Secrétaire général du Service du contrôle des drogues de la République islamique d'Iran, le Directeur du Service fédéral du contrôle des drogues de la Fédération de Russie, le Président exécutif de la Commission péruvienne pour le développement et pour un mode de vie exempt de drogues (DEVIDA), le Ministre du trésor public et Ministre adjoint de la santé de la Nouvelle-Zélande, le Ministre indonésien des affaires sociales, le Commissaire aux drogues du Gouvernement fédéral allemand, le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'État plurinational de Bolivie, le Secrétaire adjoint du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs du Département d'État des États-Unis d'Amérique et le Premier Vice-Ministre bélarussien de l'intérieur. À la 2^e séance le 22 mars 2011, des déclarations liminaires ont été faites par le Secrétaire spécial du Département du trésor public du Ministère indien des finances, le Coordinateur en chef du Plan national de contrôle des drogues et Représentant officiel chargé du Plan national antidrogue de l'Espagne, le Secrétaire général du Secrétariat national sur les drogues de l'Uruguay, le Président de la Mission interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT) de la France, le Président du Comité de lutte contre l'industrie des stupéfiants et de contrôle des drogues du Kazakhstan, le Ministre auprès du Cabinet du Premier Ministre et Président de la Commission nationale lao pour le contrôle et la surveillance des drogues, le Vice-Ministre afghan de l'intérieur chargé de la lutte contre les stupéfiants et le Ministre ghanéen de l'intérieur.

C. Participation

4. Ont participé à la session les représentants de [...] États membres de la Commission ([...] n'étaient pas représentés). Y ont également assisté les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'États non membres, les représentants d'organismes des Nations Unies et les observateurs d'organisations intergouvernementales, non gouvernementales et autres. La liste des participants a été publiée sous la cote E/CN.7/2011/INF.2.

D. Élection du Bureau

5. À la section I de sa résolution 1999/30, le Conseil économique et social a décidé que, à compter de l'an 2000, la Commission des stupéfiants devrait, à la fin de chaque session, élire son Bureau pour la session suivante et encourager ce dernier à jouer un rôle actif dans les préparatifs des réunions ordinaires et des réunions intersessions de la Commission pour permettre à celle-ci de donner des orientations continues et efficaces au programme contre la drogue de l'UNODC. Conformément à l'article 16 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil, les membres du Bureau de la Commission restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs et sont rééligibles.

6. Conformément à la section I de la résolution 1999/30 du Conseil économique et social et à l'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil, la Commission, à l'issue de la reprise de sa cinquante-troisième session, le 2 décembre 2010, a ouvert sa cinquante-quatrième session à la seule fin d'élire son Bureau pour cette session. À cette séance, elle a élu la Présidente, les trois Vice-Présidents et le Rapporteur.

7. Le Bureau de la cinquante-quatrième session de la Commission était composé comme suit:

<i>Fonction</i>	<i>Région</i>	<i>Membre</i>
<i>Présidente</i>	États d'Europe orientale	Veronika Kuchynová Smigolová (République tchèque)
<i>Premier Vice-Président</i>	États d'Europe occidentale et autres États	Alberto Groff (Suisse)
<i>Deuxième Vice-Président</i>	États d'Amérique latine et des Caraïbes	Antonio García Revilla (Pérou)
<i>Troisième Vice-Président</i>	États d'Afrique	Mahmoud Hassan Elamin (Soudan)
<i>Rapporteur</i>	États d'Asie	Marwan Al-Dobhany (Yémen)

8. Un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux (les représentants de la Belgique, de la Colombie et du Kenya et les observateurs de la République arabe syrienne et de la Slovénie), de l'observateur de la Hongrie (au nom de l'Union européenne) et du représentant de la République islamique d'Iran (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) a été créé pour aider la Présidente de la Commission à régler les questions d'organisation. Ce groupe, ainsi que les membres élus du Bureau, constituaient le Bureau élargi prévu dans la résolution 1991/39 du Conseil économique et social. Pendant la cinquante-quatrième session de la Commission, le Bureau élargi s'est réuni le [...] et le [...] mars 2011 pour examiner des questions liées à l'organisation des travaux.

E. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

9. À sa 1^{re} séance, le 21 mars 2011, la Commission a adopté par consensus l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux, tels que modifiés oralement (E/CN.7/2011/1), qui avaient été finalisés lors de ses réunions intersessions, conformément à la décision 2010/244 du Conseil économique et social.